

**Journée de l'économie**  
**Discours du président**  
Vendredi 29 août 2014

Seul le discours prononcé fait foi.

## Gagner ensemble

**Défis à relever par l'économie, la politique et la société**

Heinz Karrer, président

En tant que président d'economiesuisse, je considère, comme vous, que les douze mois écoulés ont été passionnants et intenses. Pendant cette première année à la présidence d'economiesuisse, j'ai dû tout de suite mettre les bouchées doubles. Heureusement, mon employeur précédent avait rechargé mes batteries à mon départ fin janvier. J'ai pris mes fonctions plein d'énergie, prêt à relever les défis à venir. Permettez-moi d'évoquer cinq points qui nous ont occupés, les milieux économiques et moi, pendant cette première année présidentielle.

- Cet automne paraîtra la nouvelle édition du Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise. Il met l'accent sur une gestion d'entreprise orientée sur la durée, sur la rémunération des cadres dirigeants ainsi que sur la diversité au sein du conseil d'administration. Je suis particulièrement satisfait qu'à travers ce nouveau Code suisse, nous nous engageons clairement en faveur d'une gouvernance d'entreprise moderne et que, après une vaste consultation publique, nous puissions prochainement le présenter au grand public dans sa version finale.
- Ensuite, je garde un très bon souvenir des réjouissances relatives à l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine. Cet accord marque une étape importante dans les relations extérieures de la Suisse et simplifie considérablement les échanges des entreprises helvétiques. Concrètement, ces prochaines années, les droits de douane diminueront ou disparaîtront pour près de 95 % des marchandises exportées vers la Chine. De plus, grâce à la clause évolutive négociée, nous pourrions discuter tous les deux ans de nouvelles réductions des droits de douane.  
La Chine est un marché en plein essor, le plus grand, et doté d'une industrie high-tech à la pointe mondiale. Il renferme un potentiel énorme, tant pour les groupes que pour les PME suisses. L'accord de libre-échange donne aux entreprises de notre pays de nombreux avantages par rapport à la concurrence internationale. Désormais, la balle est dans le camp des entreprises qui doivent utiliser cet accord. Des informations complémentaires et des séminaires spécialisés sont prévus dans cette optique. Les collaborateurs d'economiesuisse du domaine Économie extérieure se feront un plaisir de vous aider.

- Au chapitre des votations, nous avons également connu des succès importants s'agissant des initiatives 1:12 et sur le salaire minimum. Dans les deux cas, les électeurs suisses ont repoussé, de manière souveraine, les attaques de la gauche contre un marché du travail libéral et refusé nettement un diktat salarial de l'État. Ces deux scrutins ont donné un signal clair en faveur d'une place économique suisse concurrentielle.  
L'acceptation à une courte majorité de l'initiative sur l'immigration de masse nous place, quant à elle, devant des défis de taille. Une majorité d'électeurs suisses entendent limiter à nouveau l'immigration en provenance de l'Union européenne (UE). Les milieux politiques et économiques doivent maintenant s'assurer que ce mandat puisse être mis en œuvre tout en respectant, si possible, les accords bilatéraux conclus avec l'UE. À défaut, nous risquons de perdre beaucoup.
- J'aimerais évoquer encore les travaux intenses réalisés au sein d'économiesuisse ces derniers mois. Les organes dirigeants ont développé les principes directeurs de la politique économique. Sur cette base, ils ont défini les opportunités et risques à moyen terme ainsi que les priorités stratégiques à court terme. Vous trouverez le détail de ces actions dans notre rapport annuel.
- Enfin, c'est un grand plaisir de vous présenter Monika Rühl, qui prend ses fonctions de directrice d'économiesuisse à partir du 1<sup>er</sup> septembre. Par la même occasion, je souhaite remercier très sincèrement Rudolf Minsch, qui assure la direction ad interim jusqu'à dimanche soir, ainsi que la direction dans son ensemble pour leur engagement hors pair pendant cette année difficile. Grâce aux efforts inlassables des uns et des autres, Madame Rühl peut démarrer dans une structure bien organisée et consolidée.

## 1 Politique européenne

Les deux points principaux de mon discours pourraient être introduits par une citation de l'écrivain et peintre français Francis Picabia : « Notre tête est ronde pour permettre à la pensée de changer de direction ». Notre pensée doit pouvoir changer de direction, car les défis que la Suisse doit relever dans certains domaines politiques sont si grands que des positions dogmatiques ne nous mèneraient pas bien loin. Cela vaut en particulier pour la relation de la Suisse avec l'Europe.

Dans ce domaine, nous sommes confrontés à une situation des plus difficiles. Difficile non seulement en raison du nombre d'acteurs impliqués, mais également parce que des négociations sont menées en parallèle à plusieurs tables. La situation est claire : les accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE sont sous pression. En cas de résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes, nous perdrons des accords essentiels et bien plus. Sans les accords bilatéraux, nos entreprises n'accèdent plus aussi facilement au marché européen. Cela crée déjà une grande incertitude auprès des investisseurs suisses et étrangers, ce qui est très inquiétant. Tout comme il est inquiétant de devoir se poser sérieusement les questions suivantes :

- Que deviendra l'économie suisse, axée sur l'innovation, lorsque les démarches administratives pour accéder au marché européen s'alourdiront massivement ? Qu'arrivera-t-il lorsque des machines ou des produits médicaux fabriqués en Suisse ne pourront plus être exportés sans difficulté vers l'UE en raison de différences normatives ? La suppression d'entraves techniques au commerce a réduit les coûts des exportateurs de 200 à 500 millions de francs par an. Ces économies leur ont permis d'investir dans la recherche et le développement, par exemple.
- Quelles seront les conséquences pour notre industrie lorsque nos entreprises ne pourront plus répondre à des appels d'offres publics au sein de l'UE ? Les marchés publics européens représentent 1500 milliards de francs de commandes par an.
- Quel sera l'impact de la disparition de l'accord sur les transports terrestres pour la Suisse, véritable carrefour au cœur de l'Europe ? Quelles seront les implications pour la politique de transfert de la Confédération et la RPLP ? Que se passera-t-il si le rôle important que joue l'aéroport

de Zurich en tant que hub pour l'économie et le tourisme est menacé ? N'oublions pas qu'un touriste sur trois vient en Suisse en avion et que l'équivalent de 40 % de nos exportations, en termes de valeur, quittent le pays par les airs.

- Notre système de santé sera-t-il toujours l'un des meilleurs du monde lorsque, privé de l'accord sur la libre circulation des personnes, il manquera plus de 6000 travailleurs spécialisés par an dans le seul domaine des soins ? Cette estimation a été réalisée par Curaviva. Si, à l'avenir, les médecins ne peuvent plus faire venir leur famille ou que leur partenaire ne reçoit pas de permis de travail en Suisse, quels seront nos atouts à supposer que le reste de l'Europe manque également de médecins ?

Aussi sombre les perspectives soient-elles, les règles du jeu sont, elles, des plus simples. Elles peuvent même être résumées en un mot : la coopération. En effet, l'UE et la Suisse n'ont d'autre choix que de gagner ensemble ou de perdre ensemble. Le problème est que les acteurs concernés n'en sont pas toujours conscients.

- Les détracteurs des accords bilatéraux savent-ils à quel point les liens tissés entre l'économie suisse et l'UE, grâce aux accords bilatéraux, sont étroits ? De récentes enquêtes ont montré que la Suisse est davantage intégrée au marché intérieur de l'UE que la plupart des États membres de l'Union européenne.
- L'UE sait-elle à quel point elle profite de l'économie suisse ? Au-delà des 280 000 frontaliers et 1,2 million de citoyens européens émigrés en Suisse qui ont trouvé un emploi chez nous, la Suisse achète beaucoup plus de marchandises et de services à l'UE que l'inverse. La Suisse est le troisième partenaire commercial de l'UE et absorbe près de 10 % des marchandises et services exportés par l'UE. Sachant que la balance commerciale affiche un excédent de 90 milliards de francs en faveur de l'UE, nous sommes un véritable moteur de l'exportation pour son économie.

Mesdames et Messieurs, en cas de disparition des accords bilatéraux avec l'UE, il est clair que nous ne reviendrons pas simplement à la situation qui était la nôtre en 1992 lorsque la Suisse a refusé l'EEE. Le monde a beaucoup changé au cours des deux dernières décennies. D'après des calculs de l'institut de recherche Prognos, sans le lien étroit avec l'UE, notre PIB serait inférieur de 200 milliards de francs. Autrement dit, nous serions toujours au niveau de 1990 et notre revenu par habitant serait 25 % inférieur.

Malgré ces liens étroits, la situation semble bloquée à l'heure actuelle. La nouvelle Commission européenne ne se mettra réellement au travail qu'en fin d'année et nous nous trouvons à la veille d'une année électorale. Malheureusement, nous avons reçu un premier signal clairement négatif de la part de l'UE en ce qui concerne l'accord sur la libre circulation des personnes. Dans la situation actuelle, il est d'autant plus important de garder la tête froide et de participer au dialogue de manière constructive. Par ailleurs, nous ne devons pas mettre en jeu à la légère nos autres atouts. Les deux parties doivent rester sereines et faire preuve de pragmatisme.

La mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse sera un exercice périlleux. Comment mettre en œuvre l'article constitutionnel tout en sauvegardant les accords bilatéraux avec l'UE ? Les milieux économiques s'interrogent également sur les moyens de trouver, à l'avenir, la main-d'œuvre spécialisée dont ils ont besoin. Il est certes important de mieux intégrer les travailleurs âgés et les femmes dans le monde du travail, mais cela ne suffira pas, de loin, à résoudre le problème de la pénurie de main-d'œuvre. La Suisse aura encore besoin d'ingénieurs étrangers et de travailleurs spécialisés dans les branches les plus diverses.

À cet égard aussi, différents acteurs ont présenté la solution idéale selon eux. Quelles que soient les modalités du système mis en place, trois critères sont décisifs aux yeux de l'économie :

- Il doit être acceptable en termes de politique extérieure.
- Il doit offrir une flexibilité maximale pour les entreprises.
- Il doit respecter le mandat constitutionnel et utiliser la marge de manœuvre existante.

Mesdames et Messieurs, il ne serait pas réaliste de compter sur une solution rapide tant pour la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse que pour les relations avec l'Union européenne. Du côté suisse comme du côté européen, il faudra du temps, un important travail de persuasion et des négociations habiles, afin que les deux parties parviennent à une solution constructive.

C'est pourquoi nous rejetons résolument l'initiative Ecopop qui prévoit des restrictions encore plus drastiques de l'immigration. Cette initiative demande que la croissance démographique de la Suisse induite par l'immigration soit limitée à 0,2 %. De plus, la Suisse devrait consacrer 10 % au moins de son budget en matière de coopération au développement à des mesures de contraception et au planning familial. Il est absurde de vouloir inscrire dans la Constitution suisse une diminution de la natalité dans d'autres États. Apprécions-nous que des pays en développement nous prescrivent des objectifs en matière d'évolution démographique ? Il y a beaucoup plus grave : l'initiative stopperait le développement économique de notre pays. Introduire un taux fixe pour réduire drastiquement l'immigration en Suisse serait désastreux au moment où nous discutons de la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse et sommes sur le point de démarrer de difficiles négociations avec l'UE. L'économie s'engage de toutes ses forces contre cette initiative qui menace la prospérité suisse.

## 2 Économie et société

Je souhaite évoquer encore un autre défi qui a pris une importance croissante pour l'économie au cours des dernières années. Je pense à la relation entre la société et l'économie. Ici aussi, la pensée a changé de direction – pour citer l'auteur français Francis Picabia. Des principes, des comportements et des rapports de force longtemps acceptés ont commencé à vaciller.

Pour rappel, lors de la Deuxième Guerre mondiale, l'économie suisse, le Vorort à l'époque, était considérée comme le huitième conseiller fédéral. L'économie disposait d'un canal direct vers le pouvoir politique. Les besoins des entreprises étaient acceptés peu importe que ce soient ceux de petites ou de grandes sociétés. Il y avait apparemment un consensus au sein de l'opinion publique sur les éléments fondamentaux du modèle auquel la Suisse doit son succès et sa prospérité. Ce consensus s'est affaibli de plus en plus au cours des dernières années. Force est de constater que la confiance témoignée à l'égard des institutions, tels que les organes politiques, l'armée et l'Église, s'est érodée. Les processus internes sont désormais plus transparents, les manquements – également les atteintes supposées – sont rendus publics plus rapidement et immédiatement examinés et condamnés par l'opinion publique. L'image que la population a de l'économie a été écornée. Les deux moitiés d'un tout se sont distancées toujours plus l'une de l'autre. Cela tient vraisemblablement aussi au fait que les représentants de l'économie sont toujours moins disposés à participer activement à l'actualité politique, que ce soit comme parlementaire ou comme intervenant engagé dans le débat public.

Des fissures sont même apparues au sein de l'économie. Les PME sont considérées comme l'épine dorsale de notre économie. Peu de personnes semblent prêtes à entendre que, ces dernières années en Suisse, un emploi sur deux a été créé par les multinationales, que celles-ci sont à l'origine de près de 75 % des dépenses de recherche-développement ou que 80 % environ des PME sont intégrées dans une chaîne de création de valeur internationale. Le capital-confiance n'est pas bien grand et menace de s'évaporer avec le premier événement négatif – je pense aux excès en matière de rémunération, par exemple. Pourtant, une coexistence constructive des petites et grandes entreprises constitue justement un facteur essentiel pour une économie stable et la prospérité.

Nous sommes conscients que cette perte de confiance à l'égard de l'économie (dont nous sommes en partie responsables) n'est pas nouvelle. Malheureusement, nous ne sommes pas encore parvenus à inverser le processus. Nous n'avons toutefois pas d'autre choix. Quand la population ne fait plus confiance à l'économie pour limiter à un niveau acceptable les conséquences indésirables d'un marché libre, les conséquences sont très réelles. Nous le voyons bien : on tombe dans l'excès réglementaire ; la liberté entrepreneuriale est restreinte ; l'insécurité croît et, dans notre système démocratique, une majorité d'électeurs se laissent séduire par des restrictions rigides. Il est inutile que j'esquisse les conséquences d'une politique industrielle étatique ou d'un marché du travail régulé à l'excès. Il suffit de tourner le regard vers l'Italie ou la France. De telles évolutions affectent pareillement les grands groupes internationaux et les PME. Les entreprises de taille moyenne sont souvent trop grandes pour être libérées de certaines exigences, mais pas assez pour disposer d'un service interne à qui confier la mise en œuvre des réglementations.

Mesdames et Messieurs, poursuivre l'examen des problèmes serait inutile. Il est plus important de se demander quelles mesures nous, les représentants de l'économie, prenons pour y remédier. Comment les milieux politiques et la société peuvent-ils réunir à nouveau des majorités en faveur de conditions-cadre favorables à l'économie, afin que les entreprises puissent se développer en fonction de leurs intérêts et besoins et que la société dans son ensemble en profite ?

Un point important est que l'économie multiplie les efforts pour mener un dialogue respectueux avec la population et la politique. Cela implique de sonder plus avant leurs préoccupations, leurs intérêts et besoins et d'intégrer au mieux ces éléments dans les réflexions et les mesures mises en place.

Nous devons également parvenir à mieux sensibiliser la population au fonctionnement d'une économie suisse mondialisée et à son importance pour la prospérité. Notre communication doit être compréhensible et simple. Concrètement, il s'agit par exemple de faire entrer de la lumière dans la « boîte noire » de l'économie, avec une présence accrue dans les écoles, dans les régions, dans les médias ainsi que des contacts soutenus avec les milieux politiques. À cet égard, les Chambres de commerce et d'industrie ont pris de l'avance et donnent déjà le bon exemple. Elles sont nombreuses à soutenir régulièrement dans leur région les « Semaines économiques » organisées dans les gymnases par la Fondation Ernst Schmidheiny. Il y a aussi l'association Jeunesse et économie qui fait un travail important en jetant un pont entre l'économie et les écoles. En tant qu'organisation faîtière de l'économie, economiesuisse peut apporter son soutien à des associations notamment pour la création de contenu.

Un autre projet que je souhaite mentionner est Young Enterprise Switzerland, abrégé YES. Cette organisation gère, depuis une quinzaine d'années, des programmes de formation à l'économie axés sur la pratique et réalisés dans les écoles suisses. Dans ce cadre, des représentants de l'économie contribuent activement aux cours en donnant un aperçu du fonctionnement de l'économie suisse. Young Enterprise Switzerland propose par ailleurs des programmes au niveau secondaire II, qui permettent aux écoliers de vivre une expérience entrepreneuriale : ils fondent et gèrent pendant une année une mini-entreprise. L'équipe gagnante participe à la finale européenne et se mesure à d'autres mini-entreprises du continent. La relève suisse est extrêmement compétitive. Depuis 2001, la Suisse a remporté trois éditions du concours et est montée sur le podium sept fois au total. Nous verrons d'ailleurs tout à l'heure à quoi ressemble une mini-entreprise.

Mesdames et Messieurs, ce sont ces projets et ces initiatives ainsi que beaucoup d'autres, qui nous aideront à de nouveau mieux communiquer sur les rouages de l'économie suisse. L'entrepreneur Henry Ford avait dit très justement : « La compétitivité d'un pays ne commence pas dans la halle d'une usine ou dans le laboratoire de recherche. Elle commence dans les salles de classe. » En tant qu'organisation faîtière de l'économie suisse, nous estimons qu'il est de notre devoir de nous engager davantage dans ce domaine. Il importe de soutenir, de relier et de développer les projets en place dans de nombreuses branches et régions qui donnent déjà de bons résultats.

Ce qui m'amène à la pièce maîtresse de ce puzzle : l'opinion publique a des attentes envers nous, les représentants de l'économie. Une nuée de projets plus merveilleux les uns que les autres ne serviront à rien si nous ne sommes pas prêts à prendre une part active au dialogue avec la société, si nous ne parvenons pas à restaurer la confiance par nos actions, et si nous ne parvenons pas à fédérer toute les branches et entreprises sous une même identité. Nous ne pouvons pas nous contenter de déléguer cette tâche à des organisations et à leurs représentants. Laissez-nous avancer en donnant le bon exemple et en allant à la rencontre des milieux politiques et de la population chaque fois que c'est possible. Nos têtes aussi sont rondes et notre pensée peut changer de direction. Notre mandat reste le même : nous nous engageons en faveur de conditions-cadre de qualité pour l'économie suisse et donc pour la prospérité de toute la Suisse. L'économie ne fonctionne pas sans travailleurs motivés. Nous tous formons l'économie. Les discussions actuelles relatives à la réforme de la prévoyance vieillesse montrent clairement, d'après moi, que les organisations économiques peuvent, avec des propositions constructives, participer au débat de manière active et crédible. Ce faisant, elles apportent une contribution précieuse à des solutions politiques.

Une fois encore, des propositions constructives ne suffisent pas. Nous pouvons faire davantage et assumer notre responsabilité à l'égard de la société, non seulement en soutenant de nouvelles idées, mais également en renforçant des institutions qui ont fait leurs preuves. Je pense surtout au système de milice. Il incite à combiner une activité professionnelle et un engagement politique et reste – j'en suis convaincu – un pilier fondamental du modèle auquel la Suisse doit son succès. C'est pourquoi les milieux économiques sont en train de lancer une initiative qui s'intègre de manière optimale dans les travaux sur le thème Économie et société. Les entreprises participantes s'engagent à soutenir activement, dans les limites de leurs possibilités, des collaborateurs qui acceptent une charge politique, qui sont candidats à

une telle charge ou qui l'exercent déjà – et ce quelle que soit leur orientation politique. Elles s'efforcent par exemple de promouvoir des modèles de travail adéquats, à temps partiel et mobiles par exemple, elles mettent du temps et des ressources à disposition ou elles encouragent le débat politique et créent, dans les limites de leurs possibilités, des plateformes à l'approche d'élections et de votations.

Vous le voyez, les travaux ont commencé. Aidez-nous à faire en sorte que la Suisse reste ce qu'elle est : un pays prospère avec une qualité de vie élevée et des employeurs attrayants. Ou, comme a récemment déclaré Karin Lenzlinger, la présidente de la Chambre zurichoise du commerce, lors de son assemblée générale : « Ramenons l'économie à la table de négociations ».

Vous savez maintenant quels thèmes me tiennent à cœur. Cependant, la politique européenne et la relation entre l'économie et la société ne sont de loin pas les seuls thèmes qui occuperont et qui toucheront la Suisse ses prochaines années. Le dossier des transports fait parler de lui en ce moment. La mobilité évolue et avec elle les conditions-cadre et les contraintes politiques. Ce thème a également fait l'objet de débats passionnés à l'approche de la votation sur l'initiative relative à l'immigration de masse. C'est pourquoi nous avons choisi de braquer les projecteurs sur la mobilité, lors de cette Journée de l'économie, et d'oser un coup d'œil vers le futur. Mme Daniela Lager nous accompagnera tout au long de notre programme.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite une agréable journée.

Avant de poursuivre le programme, j'invite l'équipe dirigeante de la mini-entreprise Belle Elle à me rejoindre sur scène. Ces écolières de la Alte Kantonsschule Aarau ont gagné l'édition 2014 du concours national de Young Enterprise Switzerland. Nous sommes impatients de découvrir leur présentation.